

CIBLE

BALCON

En Italie, la Ligue Lombarde vole de victoire en victoire, sur fond de crise financière, de troubles monétaires, d'affaires mafieuses et d'effondrement progressif de la classe politique. Les « Lombards » ont même émis une monnaie « pour rire » : provocation symbolique, mais non moins grave.

En Belgique, l'agitation séparatiste se développe, et nous n'aurions garde d'oublier qu'elle est principalement le fait de l'extrême-droite : logique ethniciante, dont on mesure aujourd'hui le caractère meurtrier.

En Allemagne, les violences xénophobes sont spectaculaires et chacun s'accorde à reconnaître qu'elles sont le fruit d'une unification douloureuse et, à l'Est, d'une immense détresse sociale et morale.

Et la France ? Tout est à peu près calme pour le moment et beaucoup regardent les événements comme s'ils étaient à l'abri de toute contagion de la violence, de toute logique de dislocation. Ils regardent les obus tomber sur Sarajevo comme autrefois sur Beyrouth. Mais maintenant c'est en Europe, et sa partie Est n'a pas, n'a jamais eu, le monopole des fantasmes identitaires. Nous ne sommes pas au balcon. Il serait temps de s'en inquiéter.

POLITIQUE

Une nouvelle donne : **la** **médiocrité**



Jean-Pierre SOISSON



Gilbert BAUMET



René MONORY

M2242 - 586 - 15,00 F



Guerre des consciences à la télé...

Dans ses déclarations à *Libération* (1), Jean-Luc Mano fait d'abord le procès du style passe-partout de ces soirées qui resservent chaque fois le plateau convenu des stars porte-parole de la classe politique, et même quand il y a des journalistes postés sur le terrain, témoignent de la plus grande indifférence à l'égard des réactions des citoyens.

Ensuite, il déplore que son équipe et lui-même aient été écartés de l'écran au profit exclusif des animateurs et des invités, et il accuse nommément le « clan » des responsables issus d'*Europe 1* (Mougeotte, Carreyrou, Namias) d'avoir, en cette soirée de résultats électoraux, « caviardé » l'information objective - estimations SOFRES et commentaires politiques - pour ménager un « suspens » factice qui n'avait plus lieu d'être, les résultats étant certains.

Certes, les conséquences de cette manipulation ne furent pas dramatiques. La pluralité des chaînes généralistes est telle qu'un spectateur peut « zapper » à son aise, et puiser sur *France 2* ou *3*, ou *Canal +* un contrepoids aux bourdes de la chaîne en béton - dont l'audience s'est d'ailleurs amoindrie ce soir-là d'un point par rapport à *France 2*...

Le chef du service politique à TF1 claque la porte en pleine nuit électorale et se fait licencier le lendemain pour « désaccord avec la direction »... C'est le dernier épisode de la « guerre des consciences » qui sourdement déchire le monde des médias.



Jean-Luc Mano : une attitude courageuse

Pourtant, la perversion est en soi assez notable et grave pour qu'on la retienne en exemple. Notable pour le moindre observateur qui, véritablement entraîné par les résultats partiels montés en épingle par les animateurs de plateau, doutaient encore de l'évidente victoire du Oui à l'heure où le Président de la République, dans sa déclaration,

considérerait ce résultat comme acquis. Grave en cela que, de distorsion en distorsion, on en vient facilement, pour des raisons vénales de productivité médiatique, à donner la composition du journal, ses équilibres et ses choix de présentation à faire aux programmeurs de la chaîne. De là à hisser le taux d'audience en critère de sélection

des dépêches, il n'y a qu'un pas que l'on a vu franchir trop souvent ces derniers temps pour ne pas féliciter Jean-Luc Mano de sa réaction.

Après le grand scandale de Timisoara, on avait cru comprendre que des journalistes, mesurant leurs responsabilités politiques et forts de l'indépendance acquise envers l'État, tentaient de s'imposer la même éthique devant leurs employeurs, quels qu'ils soient.

Cette juste guerre des consciences est, comme on le voit, loin d'être gagnée. Un poids croissant de conformisme mercantile s'abat sur les épaules de ceux qui, choisissant le métier de journaliste, prétendent l'exercer dans l'intime conviction d'être les médiateurs de messages de bon aloi. Il est à leur honneur qu'ils refusent d'émettre de la fausse monnaie, même en échange d'un salaire augmenté de 30%, comme il serait coutume à TF1, selon Mano.

Etant donné l'ascendant de l'information télévisée sur l'opinion, ce qui est ici en cause, c'est une condition centrale de l'exercice des libertés. Une démocratie n'est qu'une tyrannie déguisée quand elle dédaigne de la garantir aux citoyens.

Luc de GOUSTINE

(1) *Libération* du 30 septembre 1992.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Guerre des consciences à la télé - p.3 : Les acteurs sont fatigués - Chantal - p.4 : Civilisation chinoise - p.5 : L'Afrique n'existe pas... - p.8/7 : Roumanie : le roi pourquoi pas ? - p.8 : Triste Sire - p.9 : L'Histoire inventée par les historiens - p.10 : Tranche de vie - Autriche - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La nouvelle donne politique.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. par. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Les acteurs sont fatigués

Passé le débat sur Maastricht, voici qu'on nous rejoue les vieilles comédies. Et les acteurs sont fatigués...

Jacques Chirac après le référendum... On l'imagine riant chez lui, fourbu, la tête encore pleine des conseils de Juppé, las de se faire engueuler, un peu soulagé tout de même. Il fait bon au familial foyer. On se rapproche du feu, on met ses pantoufles. Et comme on est un homme politique de premier plan, on leur a donné des noms douillets : l'une s'appelle législative, l'autre se nomme cohabitation.

Comme on est à l'aise ! Législative, cela veut dire « on va gagner ! ». Cohabitation, cela permet de montrer qu'on va à la bataille les mâchoires crispées et qu'on ne fera pas de concessions - ah ça non !

Législative, plus cohabitation : les deux font la paire. Et ce qui est chouette, c'est qu'ensuite tout s'enchaîne automatiquement : le communiqué indigné du P.S. (à moins qu'ils n'aient oublié de l'envoyer), le sondage approprié, le commentaire allégre de Gérard Carreyrou qui évoque le sondage, les sondés, le cohabitant et les cohabitants tout en pensant à l'Audimat. Et puis il y a le courant rocardien qui se réunit pour esquisser une fine manœuvre. Et puis il y a Séguin qui se sent visé et tous les autres qui regardent, qui approuvent (« bravo, mon cher Jacques, cette fois-ci IL ne nous aura pas ») tout en préparant leur arrivée triomphale au secrétariat d'État pour la réforme administrative.

Et puis il y a Chaban qui n'en a plus rien à faire de tous ces mic-macs et qui dit tranquillement la vérité. La vérité de la cohabitation, dans la 5^e République, c'est que le président de la République, et lui seul, décide. S'il décide de rester, il faut cohabiter. Mais cette vérité simple, immédiatement accessible aux intelligences gaullistes, n'est pas une vérité utile. La reconnaître,

ce serait se priver d'un avantage polémique, et d'un argument pour chauffer les militants. Alors on en entendra parler.

Notez bien que la cohabitation n'est pas le seul débat qui soit exhumé. Il y a aussi la réforme des institutions - c'est-à-dire la réduction de la durée du mandat présidentiel. En résumé : les médias (en fait trois ou quatre journalistes) ont

La gauche, qui s'est donnée un projet l'an dernier, fait semblant de ne pas s'en apercevoir - paralysée qu'elle est par la défaite qu'elle a pris soin d'annoncer. Quant à l'opposition, elle sait que l'heure du libéralisme sauvage est passée et que son retour aux affaires ne bouleversera pas les données essentielles. Ce qui s'annonce, c'est le combat d'un aveugle (volontaire) contre un paralytique. Vraiment pas de quoi se mobiliser ! D'autant plus que la comédie sur la cohabitation



relancé l'affaire ; Bérégovoy, dûment questionné, s'est prononcé pour le septennat non-renouvelable ce qui signifie que le projet de quinquennat est abandonné par le président de la République. Comme par ailleurs Alain Juppé a dit qu'il n'était pas question d'une réforme constitutionnelle avant les législatives, le débat n'a plus lieu d'être. Ainsi, il y aura au moins une conséquence heureuse au référendum sur Maastricht : l'enterrement du quinquennat...

Mais pourquoi donc tous ces vieux-faux débats ? Parce que la classe politique n'a pas grand-chose à dire, et encore moins à proposer.

Annette DELRANCK

Chantal

Comme elle l'avait annoncé en février dernier, la princesse Chantal voyage. Elle voyage discrètement, pour s'informer, pour témoigner, pour apaiser aussi les inquiétudes de celles et ceux qui ont été troublés par les querelles qui ont secoué pendant trop longtemps la Maison de France. Un bref aperçu du programme de ces voyages montre la diversité des rencontres et des centres d'intérêt :

En juin, la princesse Chantal s'est rendue à Chinon pour visiter, notamment, la centrale nucléaire, puis l'abbaye de Seuil qui abrite un centre de formation à la protection de l'environnement qu'anime Luc de Goustine.

Le même mois, la princesse a passé deux journées pleinement remplies dans la région angevine pour un voyage d'études consacré pour une grande part à l'industrie et aux entreprises viticoles. Commencé par le collège de Combrée et ses filières techniques créées en liaison avec l'industrie locale, il comprit également une visite nocturne aux imprimeries du *Courier de l'Ouest* pour assister à la fabrication du journal.

Début octobre, nouveau voyage de deux journées en Bretagne : à Dinan, la princesse a été reçue par le maire de la ville, M. Benoit, et a inauguré en sa compagnie une exposition avant de visiter une fabrique de meubles ; à Rennes, elle a été également reçue par le maire, M. Hervé, puis par les militants d'ATD-Quart Monde et par une association de réfugiés cambodgiens.

Tout en maintenant strictement la distinction entre son rôle et celui des royalistes, la princesse a rencontré dans chaque ville, au cours de dîners amicaux, des militants et des sympathisants royalistes de toutes tendances. Ils furent tout simplement heureux de cette présence.

Y.A.

Civilisation chinoise

Un séjour à Taïwan et le contact avec de nombreux autochtones ont permis à notre collaborateur de mieux saisir les rapports des chinois avec la religion. Question fondamentale pour mieux comprendre ce qui sépare l'Occident de l'Extrême-Orient.

Un religieux, professeur de français a interrogé un jour des étudiants chinois de Taïwan, sur le thème suivant : « Que pourriez-vous dire sur la création ? ». Cette question leur était posée, suite à un cours sur le récit de la Genèse. Les réponses ont été généralement embarrassées, mais un certain nombre d'entre eux ont pris de l'intérêt à réfléchir sur l'idée d'un commencement du monde, surtout d'un commencement de l'homme et de la possibilité d'une histoire qui permette de dire « je ».

L'embarras que cette question suscite chez un public chinois, montre toute la différence qui sépare l'Occident, marqué par l'idée biblique de la création et la civilisation chinoise pour qui la vie humaine est organisée au sein d'un cosmos.

Que représente la religion pour un chinois ? Soyons net : le chinois est fondamentalement aréligieux. Ce jugement peut paraître péremptoire et, certes, l'on peut rencontrer en Chine des religieux catholiques, quelques moines bouddhistes et des musulmans très pieux. Mais pour se convaincre de sa pertinence, il suffit tout simplement de poser la question aux chinois eux-mêmes. Voici ce que l'un d'entre-eux m'a répondu : « Nous sommes des gens pratiques et pragmatiques. Par exemple, quand le médecin ou le psychologue n'a pu obtenir de guérison, nous avons recours au prêtre taoïste ».

La religion est donc utilitaire, et ce qui fait (curieusement pour nous) que les chinois sont aussi superstitieux : la religion, c'est utile parce que ça peut guérir, et surtout ça porte bonheur ! Ce n'est en aucun cas un rapport avec une personne divine, ou à une transcendance.

Ainsi, un ami chinois me disait qu'il n'arrivait pas à comprendre que je puisse m'intéresser à la philosophie et à la théologie ; cet intérêt est illusoire car la réalité n'est pas dans les idées, ou dans la recherche d'un au-delà, elle ne peut être qu'ici bas. Concrètement cela signifie, dans une civilisation commerçante comme peut l'être la Chine, que



l'argent est ce qui constitue l'essentiel de la réalité des rapports sociaux. Lors d'une conversation, un autre chinois m'a dit : « Pour vous les Européens, l'argent, c'est un moyen, même dans la société de consommation, pour nous c'est un but, ou plutôt un but pour un autre but : faire prospérer la famille ».

Voilà la réalité ! Elle suppose l'inexistence de la notion de personne car le chinois est d'abord membre d'un groupe familial qu'il doit honorer. La religion n'intervient ensuite que comme une valeur ajoutée à la vie réelle.

Nous avons là très brièvement résumé, les conséquences sociales

de ce qui fait la différence entre une conception cosmique de l'ordre du monde et l'idée biblique de la création.

La première empêche l'affirmation de la personne et n'accorde à la réalité qu'un statut pratique et matériel. La seconde fait éclater le groupe et ouvre la réalité humaine à une autre dimension. Ce constat, qui mériterait d'être approfondi montre au moins que l'Europe post-chrétienne, de par son histoire intellectuelle et religieuse, a une originalité qu'elle ferait bien de mettre beaucoup plus en évidence, s'agissant notamment de ces deux notions clés que sont la création et la personne. La première implique l'ouverture vers l'inconnu, l'histoire est toujours à faire. La seconde favorise l'éclosion de la responsabilité personnelle.

Pour que l'Europe, puisse affirmer cette originalité dans ses relations avec le monde chinois, il n'existe fondamentalement qu'un seul moyen : l'amitié. Elle seule peut permettre de sortir des relations entre puissances concurrentes. De plus, l'amitié est une notion éthique qui a le mérite de se retrouver à la fois dans notre tradition gréco-judéo-chrétienne et dans la mentalité chinoise, qui aime la relation de cœur à cœur. Certes, ce n'est pas une tâche facile, mais elle n'est pas illusoire quand on connaît l'attraction que suscitent les étrangers à Taïwan.

Par ailleurs, les chinois voyagent beaucoup et aiment les séjours de longue durée en Occident. La démarche est particulièrement intéressante à observer chez ceux qui viennent en France pour étudier l'art. L'intérêt est double : d'abord, ils veulent étudier une langue qui pour eux a une vocation culturelle et surtout parce que - art voulant dire création - la création leur permet d'accéder à la réalisation de soi comme personne.

François BOURDIN

L'Afrique n'existe pas...

L'Afrique a tenu à Libreville son dix-septième sommet avec la France. Sommet sans le président Mitterrand et sans son fils Jean-Christophe qui vient de quitter la cellule africaine de l'Élysée après l'avoir dirigée pendant dix ans. Désintéressé ? Non, mais peut-être usure de ce type de grands-messes. Orpheline l'Afrique ? Non, mais peut-être émancipée en des Afriques multiples.

La France n'est pas l'apprenti-sorcier de la démocratisation qu'elle a suscitée lors du précédent sommet de La Baule en juin 1990. Elle assume aujourd'hui une évolution nécessaire dans ses propres structures : cellule africaine de l'Élysée et direction d'Afrique du Quai d'Orsay confiées à des diplomates de carrière, le ministère de la Coopération « délégué » auprès du ministère des Affaires étrangères. L'exception n'est plus la règle, pas plus qu'en Afrique les potentats inamovibles et les régimes militaires.

N'y a-t-il plus pour autant de politique africaine de la France ? Non, mais des politiques plurielles. N'y a-t-il plus d'avenir pour l'Afrique ? Ici encore pas de réponse unique mais des solutions multiples selon les Afriques. L'Afrique « en général » n'existe pas. Politiquement, nous sommes face à une Afrique à plusieurs vitesses : là où la démocratie pluraliste fonctionne (Sénégal, Bénin), là où le processus est engagé, là où le pays est embourbé dans des conférences nationales interminables, là où le potentat tient bon (Mobutu au Zaïre, Eyadéma au Togo).

Économiquement, les généralisations autour d'une Afrique dont le cas serait désespéré ne constituent pas une analyse. La diversité des

situations devrait entraîner des réajustements, voire une reconfiguration du continent. En première ligne, la zone franc. Le Trésor français s'était pourtant soucie de préfigurer l'événement, partant de l'idée simple qu'au moment où, en Europe, on cherchait à compléter l'union économique par l'union monétaire, en Afrique l'union monétaire existant, il convenait de s'en servir pour organiser l'intégration économique au niveau des sous-régions. Certes, mais en réalité la logique ne pousse-t-elle pas à substituer à la relation avec le Trésor français une coopération monétaire inter-africaine ? Coopération où le rôle actuellement joué par Paris dans l'émission monétaire et le contrôle du crédit et des changes serait désormais tenu par les deux banques centrales ouest et centrafricaines.

Cette question va au-delà de la querelle sur la dévaluation du franc CFA. Quatre chefs d'État africains sont venus frapper à la porte du bureau du président Mitterrand sans presque se faire annoncer et sans être attendus un certain 31 juillet. Si Mitterrand ne va pas à l'Afrique, l'Afrique ira à lui ! Il s'agissait de couper court à la première grosse alerte sur le franc CFA. « Nous ferons ce que vous, Africains, voulez » répondit-il. Car c'est bien là que le bât blesse. La Côte d'Ivoire,

sous la pression de son premier ministre, bon élève du FMI où il a fait toute sa carrière, ne voit plus d'autre solution à la réduction de son endettement. Or la Côte d'Ivoire représente 68% de la valeur monétaire au sein de l'union monétaire ouest-africaine. Les plus pauvres (Sénégal, Burkina), auxquels après La Baule la France a remis la dette, n'en veulent à aucun prix. Verra-t-on un nouveau combat singulier comme au temps des indépendances entre le nationalisme ivoirien et le fédéralisme sénégalais ?

Quoi qu'il en soit, le rattachement à la France ne suffit plus à masquer les réalités. Si la zone franc n'est plus tenable, il y a risque de balkanisation accrue de l'Afrique, au profit des anglophones - mais le Nigéria n'est lui-même qu'un géant aux pieds d'argile - ou de développement de l'anarchie dont, aux deux bords du continent, éparpillés entre des chefs de bande, le Libéria et la Somalie donnent la triste image. Si une zone de coopération régionale voit le jour, qui ne sera plus la zone franc, c'est que quelques pôles régionaux sauvés de la banqueroute, Abidjan au premier chef, auront imposé leur loi aux petits voisins, redistribuant l'espace économique, à leur profit certes, mais parce qu'ils sont seuls à pouvoir faire face au Nigéria ou aux maffieux.

L'Afrique une et indivisible a vécu. Aux Afriques à géométrie variable qui cherchent leurs marques, la France continuera de tenir ses promesses, mais celles-ci ne seront plus indiscriminées ni faussement universelles. Assez de discours sur l'Afrique qui... l'Afrique que... tandis que l'on ne dialogue qu'avec quelques barons. Au contraire des rencontres multipliées avec des interlocuteurs africains de plus en plus nombreux, variés et informels imposeront de plus en plus un nouveau regard sur leurs Afriques.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **BRUNEI** : Le sultan de Brunei, Sir Hassanal Bolkiah, l'homme le plus riche du monde, a fêté le 5 octobre dernier, le vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône. A l'occasion de ce jubilé, le sultan a prélevé sur sa cassette personnelle cinq millions de francs pour porter secours aux musulmans de Bosnie-Herzégovine.

◆ **PAYS-BAS** : La reine Béatrix des Pays-bas s'est déclarée « profondément choquée et bouleversée » par le drame qui a coûté la vie à 250 personnes dans un quartier populaire à forte densité d'immigrés, après qu'un avion de la compagnie israélienne *El Al* s'est écrasé dans la soirée du 4 octobre. Accompagnée de son fils, le prince héritier Guillaume Alexandre, la souveraine néerlandaise n'a pu cacher son émotion et ses larmes devant l'étendue de la catastrophe. Après s'être rendue sur les lieux du désastre, elle a apporté encouragement et réconfort aux familles des victimes et aux sinistrés, les assurant « qu'elle ferait tout ce qui est en son pouvoir pour leur porter secours et soulager leurs peines ».

◆ **ITALIE** : L'exil va-t-il s'achever en 1993 pour le prince Victor-Emmanuel de Savoie ? Dans un entretien que le chef de la Maison royale d'Italie a accordé à « *La Stampa* », il souligne l'inaltérabilité d'une loi rendue caduque par l'Union européenne de 1993, prévoyant la libre circulation des biens et des personnes. Si le prince ne juge pas la monarchie comme « une institution décadente, bien au contraire si j'en juge par les bus entiers de jeunes qui viennent me voir », il a des mots assez durs contre les innombrables mouvements monarchistes italiens : « Ils sont divisés en multiples factions de droite ou de gauche... j'ai essayé en vain de les unir dans une fédération. Cela ne veut pas dire que je désire un parti monarchique uni, sinon un mouvement. Le roi doit rester en dehors des partis, être le roi de tous les Italiens. En Europe, il y a dix monarchies, mais il n'y existe pas de parti monarchique ».

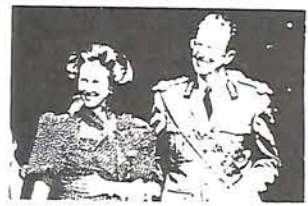
◆ **BRÉSIL** : La destitution du président brésilien Fernando Collor, convaincu de corruption, a remis sérieusement en selle le fort courant monarchiste qui se dessine dans tout le pays. Si l'on en croit les derniers sondages, la monarchie serait créditée de près de 30% au référendum sur la forme du régime qui aura lieu le 21 avril prochain (référendum qui était initialement prévu pour le 7 septembre). Avant le scandale Collor, les mêmes sondages ne donnaient aux monarchistes que 6% de l'électorat, il est vrai qu'ils mènent une campagne active sur le thème de la moralisation de la politique. « Un roi ne vole pas, il n'en a pas besoin puisqu'il s'inscrit dans la durée » aime à dire l'ainé des descendants de l'empereur Pedro II, Dom Pedro-Gastao d'Orléans et Bragance.

◆ **JAPON** : La visite officielle que l'empereur du Japon Akihito et l'impératrice Michiko doivent effectuer du 22 au 25 octobre prochain en Chine est pour le moins controversée. Le 4 octobre, alors que l'empereur prononçait un discours dans le stade de Tendo, au nord du pays, un individu appartenant à un mouvement ultra-nationaliste a lancé un projectile en direction du souverain, sans provoquer de dégâts ni victime.

Lys Rouge

BELGIQUE

Quel avenir pour la monarchie ?



L'Ordre du Saint-Esprit

SOMMAIRE du N° 46

◆ Éditorial : Lys rouge ?

DOSSIER BELGIQUE

- ✓ Statut et attributions du Roi des Belges
- ✓ Les méandres de la succession
- ✓ Discours du Roi : la Belgique et l'Europe

◆ Monarchies étrangères : revue de presse (Roumanie, Yougoslavie)

◆ Révolution et religion : une civilisation ne s'auto-détruit pas

◆ Uchronie : Varennes, le roi est libre !

◆ Anarchisme : Vive le son d'explosion !

◆ Aspects historiques et symbolique de la création de l'ordre du Saint-Esprit

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 46 du Lys Rouge (25 F francs).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (60 F) à partir du n° 46.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

Lire *Royaliste* c'est bien ...

S'y abonner c'est mieux !

ROUMANIE :

Le roi pourquoi pas ?

Ce dimanche 27 septembre, à quoi donc s'occupait la France politique ? Sans doute soignait-elle les plaies (superficielles) et les bosses (légères) de la querelle autour du traité de Maastricht. En tous cas, elle ne prêtait guère attention à l'avenir de la jeune démocratie roumaine qui affrontait avec un calme étonnant la double épreuve des élections législatives et de l'élection présidentielle après une campagne sans incident notable.

C'est d'ailleurs ce climat apaisé qui est responsable de l'attention désormais vacillante des médias. Il ne faut pas les imiter. Il y a tant d'hystérie dans l'Europe post-communiste, tant de conflits ouverts ou latents, que nous devrions nous féliciter de voir quelques pays contenir les démons de la guerre civile et étrangère. La Roumanie est de ceux-là. Et, quelle que soit l'opinion que l'on a de son président, vieux cheval de retour du communisme à la mode Ceausescu, il faut aider le pays à retrouver des conditions de vie acceptables puis confortables, maintenir des liens étroits avec la France dans tous les domaines, contribuer autant que possible au maintien des équilibres entre les nations. Vaste tâche que la diplomatie française accomplit en Roumanie comme dans toute l'Europe centrale et orientale avec compétence et enthousiasme.

PHOBIES

Mais ni l'espoir d'un avenir paisible, ni la générosité d'une aide qui est plus affectueuse qu'intéressée ne suffisent à garantir à la Roumanie un développement accompli en douceur. D'abord parce que l'horizon international est, pour elle comme pour tous les pays d'Europe centrale et orientale, lourd de menaces. Cet été, Roumains et Russes se battaient en Moldavie et le cessez-le-feu qui est intervenu ne règle en rien la question : roumaine par sa popula-

tion, la Bessarabie a été successivement annexée à l'empire russe en 1812, incorporée à la Roumanie en 1918, occupée par l'Union soviétique en 1940, reconquise par les Roumains alliés aux Allemands en 1941 et reprise par les Russes en 1944. Ces derniers ont alors créé une république socialiste de Moldavie composée pour l'essentiel de roumanophones mais qui vit arriver par la suite de nombreux Russes et Ukrainiens. Installés pour la plupart autour de Tiraspol et de Bendery, ces russophones se sont rassemblés dans une « République du Dniestr » après la proclamation par les Moldaves de leur indépendance : d'où le conflit armé entre les Moldaves et ceux du Dniestr (appuyés par l'armée russe). L'émotion règne dans toute la Roumanie (où l'on considère la Moldavie comme une sorte d'Alsace-Lorraine) et il y a un risque latent d'extension du conflit. En outre, Bucarest doit conserver un oeil sur Budapest où l'on entend dire, parfois, que la République hongroise est celle de tous les Hongrois - entendez par là les Magyars de Slovaquie et de Transylvanie.

Le mot de Transylvanie conduit à évoquer la question des minorités culturelles de la nation roumaine. On sait que la Transylvanie, devenue roumaine par le traité de Trianon de 1920, est pour partie habitée par une population hungarophone. Comme partout, la fin de la dictature communiste a libéré les passions « ethniques » : aux violences dont furent victimes les Magyars à Targu Mures en mars 1990 a répondu une excitation hungarophone dont le principal agent n'est autre que le pasteur Laszlo Tokes, celui-là même dont l'arrestation déclencha la révolution de 1989. D'où la percée de Gheorge Funar, animateur du Parti de l'unité nationale des Roumains : maire de Cluj en Transylvanie, ce Le Pen roumain qui a pris des mesures discriminatoires à l'égard de la population

magyare (fermeture des écoles hungarophones, interdiction des inscriptions en hongrois), a recueilli presque 11% des voix aux présidentielles. L'agitation des extrémistes de Transylvanie s'alourdit des préjugés et des phobies qui visent les Tziganes (plusieurs centaines de milliers) et les Juifs qui ne sont plus que quelques milliers. La pauvreté matérielle et l'angoisse morale expliquent le retour aux vieux réflexes.

DÉTRESSES

Les principales difficultés que subit la Roumanie et la plupart des misères que doivent supporter ses habitants sont communes à tous les pays qui sortent du système communiste : crise d'un système productif inadapté, matériels usés, immeubles délabrés, réseaux de distribution disloqués, confusion entre

l'économie de marché organisée et l'enrichissement fulgurant d'une minorité - tandis que la plus grande partie de la population vit dans la pauvreté... L'après-communisme ressemble partout à une après-guerre. Mais la Roumanie a ceci de particulier que les dégâts dans les esprits sont particulièrement importants : les procédés de répression et d'intimidation pratiqués par le tyran des Carpates ont été tels que nombre de Roumains vivent encore dans la peur de la Securitate, dans l'obsession du complot. Complot « sécuriste » sans doute, mais aussi « complot juif » car le retour au passé, manifeste dans toutes les sociétés post-communistes, est particulièrement radical en Roumanie - comme si ce radicalisme-là était la figure inversée de la période Ceausescu. L'antisémitisme est en effet hystériquement pratiqué par la presse d'extrême-droite (*Romania*

Mare), et plus discrètement affirmé par certains hommes politiques de droite. Comme toujours, on cherche des boucs émissaires parce qu'on est déçu par les promesses non-tenues d'une révolution inaboutie et récupérée par la vieille *Nomenklatura*, parce que les repères font défaut, parce qu'il faut lutter chaque jour contre d'innombrables pénuries, parce que l'hiver, à Bucarest, une partie de la ville n'est pas chauffée, parce qu'il faut faire sa cuisine lorsqu'il y a du gaz, c'est-à-dire entre deux et trois heures du matin...

Il y a ces angoisses, cette fatigue physique, cette crainte aussi d'être abandonné par les autres pays, et notamment par la France. Mais il y a aussi de bonnes et de solides raisons d'espérer. D'abord le niveau de la formation générale, bon et même excellent dans le domaine scientifique et technique, qui peut permettre le redémarrage d'une économie modernisée. Ensuite les capacités agricoles du pays qui seront visibles dès que les réseaux commerciaux auront été réorganisés. Enfin et surtout la démocratie roumaine, naissante ou plutôt renaissante et qui commence à se stabiliser. Les récentes élections sont le signe de ce retour progressif à l'état de droit, puisqu'elle se sont honnêtement déroulées. Il y a maintenant un chef de l'État élu au suffrage universel, des députés élus de la même manière, des partis qui se sont constitués. Par rapport à l'ère Ceausescu, c'est un immense progrès. Mais les acquis sont fragiles et le résultat des élections ne peut satisfaire aucun des deux camps.

La Convention démocratique de Roumanie (C.D.R.) qui regroupe la plupart des partis d'opposition (à l'exception notable du Parti national libéral de Radu Campeanu) espérait gagner les deux batailles électorales. Elle doit aujourd'hui déchanter puisqu'elle n'obtient pas la majorité à l'Assemblée : le parti d'Iliescu (Front Démocratique du Salut natio-

nal) devient en effet le premier parti de l'Assemblée nationale (27,5% des voix), alors que la Convention démocratique ne recueille que 20% des suffrages. Même si elle s'allie avec le parti de Petre Roman (10% des voix) et avec quelques autres organisations, la Convention ne parviendrait pas à la majorité absolue. En outre, Emil Constantinescu, le candidat de la C.D., a été largement battu à l'élection présidentielle ne recueillant que 31% des voix au premier tour alors que Ion Iliescu dépassait les 47%. Dans l'opposition la déception a été d'autant plus lourde que les sondages donnaient son candidat gagnant au second tour après une campagne dynamique qui contrastait avec la médiocrité de celle du président sortant. Deux raisons principales expliquent cette déconvenue : le fait que la Convention Démocratique ait cru bon de présenter un intellectuel dans un pays où l'opposition entre l'intelligentsia et le peuple est très prononcée ; d'autre part le vote conservateur des campagnes qui préfèrent, en Roumanie comme dans d'autres pays de l'Est, les notables locaux du vieil appareil communiste aux nouveaux-venus. Après cet échec, la dynamique électorale n'existant plus, la Convention Démocratique, coalition un peu hétéroclite, risque maintenant l'éclatement.

Mais Ion Iliescu réélu ne s'en trouve pas moins dans une situation délicate puisque ses partisans, même en comptant sur le soutien annoncé de l'extrême-droite ainsi que sur celui de l'ex-parti communiste (Parti socialiste du Travail), ne peuvent réunir autour d'eux une majorité stable. L'Assemblée risque donc de devenir ingouvernable, à moins que les principaux partis n'acceptent - hypothèse peu vraisemblable - la proposition présidentielle, faite début octobre, d'un gouvernement d'union nationale.

A l'instabilité politique probable, ajoutez la gravité de la situation économique, l'ampleur du malaise social, psychologique, moral, et les menaces internationales : tous les éléments de la crise roumaine subsistent et risquent de s'aggraver.

LE ROI ?

Le retour du roi Michel changerait-il vraiment quelque chose à cette situation pour le moins difficile ? Assurément : la Roumanie a besoin d'un arbitre incontesté, et le roi s'est toujours tenu à l'écart des luttes partisans ; la Roumanie a

besoin de retrouver son identité, donc sa mémoire, et le roi incarne pleinement la nation dans son histoire et dans toutes ses épreuves ; la Roumanie doit dépasser ses conflits interethniques et le roi est à cet égard le seul qui puisse rétablir la confiance entre les peuples et la paix dans le pays, car il s'appuie sur une conception historique et politique de la nation roumaine et peut seul garantir que tous les particularismes seront respectés dans l'unité qu'il symbolise. « *En ce qui concerne la minorité hongroise de Transylvanie, déclarait récemment le roi, j'ai toujours dit que le pays dans lequel je suis né et auquel j'ai prêté serment est un et indivisible. Je récuse la soi-disant autonomisation ou fédéralisation. Mais soyons clairs. Comme l'affirmait avec force notre Constitution démocratique en 1923, tous les citoyens de la Roumanie, sans différence de leur appartenance à une ethnie, religion ou langue ont les mêmes droits et obligations* ». Ce message d'unité dans le respect des différences est-il entendu ?

De fait, les principaux partis d'opposition (Parti paysan, Parti national libéral...) souhaitent le retour du roi Michel et certains dirigeants du parti de Petre Roman n'y semblent plus opposés. De fait, le roi et sa famille ont été accueillis par d'immenses foules en avril dernier. De fait, l'intelligentsia roumaine lui est très largement favorable.

D'où l'impression, passionnément cultivée par certains, que la voie est toute tracée. Tel n'est pas le cas : le vote du 27 septembre a montré la force de Ion Iliescu (évidemment très hostile à la monarchie) et l'influence du vieil appareil communiste - notamment dans les campagnes qui restent très sensibles à la propagande anti-royale. Des obstacles sérieux existent donc, qu'il serait absurde de nier. Mais aucune situation politique n'est figée. En 1989, le roi Michel était dans son pays un homme discrédité par la propagande communiste : c'est aujourd'hui l'homme le plus populaire du pays et le recours souhaité par une partie de la classe politique. Pas de certitude, mais une possibilité sérieusement envisagée. Pas de retour qui serait désormais automatiquement programmé, mais une nécessité que la dynamique des événements peut confirmer.

Sylvie FERNOY



♦ Pour les partisans d'Iliescu, une victoire inespérée.

A

la suite d'un séjour trop rapide à Bucarest, et d'une lecture hâtive des sondages, certains de nos confrères avaient annoncé la défaite du président Iliescu et la victoire de l'opposition au Parlement. Leurs pronostics ont été doublement démentis mais l'avenir de la Roumanie n'est pas pour autant fixé.

Triste « Sire »...

Sur la couverture de « Sire », roman de Jean Raspail, le « prière d'insérer » évoque les Chevaliers de la Table Ronde, la Quête du Graal, et présente l'ouvrage comme un « thriller épique, catholique et royal ».

Il y a tromperie.

m'ont recommandé ce livre, me l'ont prêté... Saurais-je leur expliquer calmement pourquoi on ne doit pas charançonner les poutres de leur maison, déverser du fumier sur la table, représenter leur père comme un cloporte, son fils comme un niais et tous leurs invités que nous sommes comme un public de camelots, prêt à déculotter leur mère pour faire recette ? Reprenons.

L'auteur imagine - loin de toute actualité, bien sûr - qu'un jeune prince Bourbon est mené à Reims pour le sacre. D'où sort-il ? D'une famille identifiable, cela ferait des jaloux et comporterait des risques militants. Ce Pharamond a reçu son éducation hors du monde, sur une île, dans une éblouissante pureté due à sa totale ignorance des autres... Sans compatriotes, il a une soeur plutôt virile - Jeanne d'Arc saint-sulpicienne - trois potes de milieux sociaux échantillonnés SOFRES mais interchangeables, comme tuteur un requin de capitaliste que la nausée de l'andropause incite à pantoufler dans le sacré, pour aumônier un évêque, retraité sans l'être mais en latin, et pour protagonistes mal identifiables quelques comparses,

malades, juifs, noirs ou franc-maçons, que son passage guérira de leur malédiction.

Ah, le beau saint de vitrail ! Et sur quel arrière-plan de la société, en quelle France, pour quel service ? Il vaudrait mieux ne pas poser la question. Pensez que nous sommes ici en 1999 (l'an que Nostradamus, justement... Mais basta !), et l'idée que se fait Raspail de la France en ce temps-là n'est pas moins triste qu'une BD noire et sang.

Le beau pays ? Une ZUP où chacun tire sa rafale, son coup, plante sa seringue ou son surin dans la chair hurlante de l'innocent - des *Orange mécanique* par wagons - des plaines de décharge, des montagnes de pollution, des autoroutes où l'on charge par escouades, en véhicules blindés, où l'on mitraille à vue la faune perverse des parkings, un peuple que l'on arnaque à mort, et qui se venge sur lui-même en s'aveulissant...

Et à l'envers de ce décor de folie, par la vallée de la Loire - jardin de France - et les bosquets qui restent épargnés par le béton, voilà le bon petit prince qui galope. A cheval, oui, à quatre sabots ferrés comme

sous Louis XIII, Charlemagne ou Clovis, et qui s'offre une messe à Fleury, chez saint Benoît !

A la bonne heure ! Que voilà un jeune prince courageux, un roi croyant, qui s'en vient à l'heure dite (l'heure de Dieu en Sa miséricorde) pour rendre espoir aux pauvres... Vous n'y êtes pas ! Pas du tout ! Le prince n'y sera pas non plus, d'ailleurs. Il est venu se faire sacrer. Point c'est marre. Sacré prince en roi-roi. Venu chercher sa médaille de mystère, ses galons de surnature ; il est venu pour le rituel, pour l'étiquette, pour s'assaisonner la tempe à l'huile ancienne, et hop ! S'installer dans un monde si moche, n'y pensez pas ! Fier Sicambre se calte, et voilà.

Voilà le déni de justice royale que l'on fait avaler comme opium de ses illusions perdues à tous nos beaux parents et amis. Enveloppé de pruderie respectueuses et enflées, comme le sacristain qui veut se faire passer pour M'sieu le Curé et en rajoute. Ou comme ces snobs qu'autrefois, dans les bonnes maisons, on poussait dans la mare pour leur apprendre à vivre.

Le manque de simplicité rencontre l'absence de foi et fait la courte échelle à la minable trahison. La conclusion du livre est claire : il n'y a pas de roi, ni pour notre temps, ni après ; toute la mystique autour est aimablement divertissante, mais sans incidence sur le cours du monde qui, indéniablement et tant mieux pour nos dividendes, n'obéit qu'à Satan. Certes, il est permis d'avoir une petite langueur de vague-à-l'âme, et de s'en guérir en lisant cet excellent romancier bien pensant de Jean Raspail, « celui qui ose encore parler du roi ! »

Et comment donc !

Luc de GOUSTINE

P.S. On me souffle qu'il y a entre Raspail et Villiers des correspondances. Je voudrais bien qu'il n'y en eût pas ailleurs que dans le métro.



L'histoire inventée par les historiens

On n'en finirait pas d'énoncer les paradoxes de l'Histoire, celle que font les historiens (les Allemands disposent de deux mots pour distinguer en quelque sorte leur travail (*Historie*), de la matière brute des événements (*Geschichte*)). Dans ses belles leçons du collège de France sur Thucydide (1), Jacqueline de Romilly, entend montrer que le père de la science historique ne cesse de construire, d'élaborer en faisant oeuvre d'artiste, sans manquer jamais « ni à l'objectivité la plus rigoureuse, ni à l'impartialité la plus éclatante ». Valéry avait beau parler avec quelque commisération de « la plus conjecturale des sciences », on pourra toujours faire état du décalage entre la conscience et les faits, il faudrait se faire une bonne fois à l'idée que « le talent n'est pas en soi trompeur et l'art perfide ». Pour s'en persuader, il faut lire sur le champ le merveilleux livre de Lucien Febvre *Michelet et la Renaissance* (2) publié par les soins de Paule Braudel, l'épouse du regretté auteur de *La Méditerranée*.

Le plaisir de la lecture est sans doute proche du plaisir de ceux qui écoutaient en 1942-43 les cours de Lucien Febvre, car il s'agit aussi de leçons du collège de France faisant écho à celles que prononçait au siècle précédent Jules Michelet ! Il y a souvent un décalage qui interdit l'édition brute de l'oral, mais dans le cas, la leçon avait été préalablement rédigée pour être prononcée, si bien que la tonalité est à mi-chemin entre la spontanéité de la parole vivante et le caractère concentré et pesé de l'écrit. On sent que l'historien préparant à mesure ses leçons gardait sa liberté d'inspiration, cherchant à faire communier ses étudiants dans une découverte allégre de son champ de recherche. Et cela en dépit de l'occupation et de la dureté des temps que l'on devine dans certains sous-entendus. Mais c'était aussi une façon d'échapper à la fatalité pour permettre l'envol de l'esprit... Envol vers la conscience réfléchie du passé qui est une marque propre de l'homme, à partir d'un exemple privilégié, qui à l'évidence fascine le fondateur des *Annales* : Michelet, cet historien si contrasté et en voie d'être abandonné au bord de la route par une communauté scientifique qui n'apprécie pas ses talents de visionnaire !

Il faut des poètes et non pas des gardiens

Justement ce sont ces talents là qui font le génie de quiconque entend ressusciter le passé et faute de quoi on ne travaille qu'« à rétrécir l'histoire, à l'aplatir dans tous les sens du mot, qu'à la ramener au point où Michelet la prit ». Lucien Febvre ne pas dire à tous ceux-là « qui se targuent de méthode, de documentation, d'objectivité. Ils n'oublient qu'une chose - c'est que, pour découvrir les archives, pour les ranimer, pour les exploiter, il fallait des poètes et non pas des gardiens ». Enfin Michelet vint : « Et ce petit homme, frêle, nerveux, qu'on voit si bien trotter, sa chandelle à la main, dans la nuit glacée des longues salles désertes où dormait, en registres et en liasses, toute l'histoire de France, le poète, comme on dit dédaigneusement, ce grand poète en effet, le plus grand lyrique de notre siècle - c'est lui qui fit entrer les archives dans la vie ; qui, des papiers morts, tira le premier sang chaud et vivant ».

Comment ne pas se laisser convaincre par une telle force de persuasion ? Le talent de Lucien Febvre est lui-même éblouissant et sa façon de nous entraîner dans un grand voyage historique, qui est aussi un voyage intérieur, donne le sentiment de tout comprendre de l'intérieur. Car nous voyons bien que cette imagination indispensable pour faire revivre n'est pertinente que parce que infailliblement guidée par le discernement psychologique. Et celui-ci pour s'affirmer avait besoin du moment romantique qui l'approfondit. Chateaubriand était passé par là avec son *Génie du christianisme* - le contraire d'un livre d'histoire, mais une propédeutique incomparable qui mobilise « tous les

enchantelements de l'imagination et tous les intérêts du coeur ». Avant lui, le Rousseau des *Confessions*, « le prince des âmes sensibles » qui fait don « de cet extrême amour de la vérité, morale et psychologique, sans quoi il n'est pas d'Histoire, au sens qu'a pris pour nous le mot Histoire ». Paradoxe que l'égotisme ouvrant la voie à la discipline qui entend communiquer le monde, donc l'autre que soi qui le déborde de partout ? Mais justement l'égotisme est ouverture sur un monde personnel que l'on communique : « secret désir, secret espoir : celui d'être aimé par les autres en proportion de ce qu'ils retrouveront de lui-même en eux. De ce dont il les enrichira par sa lucidité, son audace psychologique et morale. De ce qu'ils les amènera à découvrir en eux, qui aurait continué d'y dormir sans lui ». Ainsi c'est l'égotisme de Michelet, ses soucis personnels et domestiques qui contribuent à lui faire saisir les crises humaines dans les froides archives qu'il compulse fiévreusement. Ses ennuis privés se trouvent inextricablement mêlés à l'anxiété où le tient « la difficulté de voir clair au sombre vestibule de ce purgatoire de la France... Il m'arrivera, comme à Dante, de sortir tout roussi de ce monde de flammes ».

Le « cas » Michelet

J'avoue être profondément partagé sur le cas Michelet, qui tour à tour me séduit, m'émue ou m'indispose carrément. J'entre trop bien dans les raisons et l'éclairage de Lucien Febvre, mais en même temps me restent dans la gorge telles pages de l'Histoire de la Révolution qui sont pour moi d'un fanatique et d'un furieux, si ce n'est d'un pervers : « Je ne les aime pas » me disait le Père de Lubac de lui et de Quinet. Il les avait lu de près pour préparer son Joachim de Flore. On peut reconnaître du génie à quelqu'un tout en prenant ses distances. Certes Michelet était un grand travailleur, mais son hypersensibilité lui était autant un gage de lucidité qu'un instrument de brouillage passionnel.

Qui croire de l'historien de tant de belles pages sur le Moyen-Age et de l'historien qui le replonge dans la nuit, en se censurant ? Lucien Febvre montre que pour inventer la Renaissance, il fallait que Michelet tue le Moyen-Age. Étranges moeurs, d'autant que cela correspond pour lui à des dispositions intimes de violent rejet du catholicisme. Nous sommes loin de la rigueur des bénédictins mauristes et de l'érudition scientifique de Mabillon... Aujourd'hui encore, dans un livre fort intéressant (3), où Michelet n'est d'ailleurs pas visé directement, Jacques Heers peut instruire le procès de cette façon d'inventer des époques, en substituant aux faits complexes des cadres a priori qui décident de tout : « Si vous affirmez une renaissance, vous allez mieux convaincre en la greffant sur une décadence... Tout dans la période, les XIV^e et XV^e siècles, se doit d'être décadent... Là encore, prime à l'abstraction, aux concepts, à un appareillage de mots... » En ce sens, le terme Moyen-Age qui couvre un millénaire est aussi arbitraire qu'une Renaissance supposée naître d'un déclin.

Pourtant, nous ne pouvons plus nous passer de cette Renaissance que Michelet a inventée et qu'il n'a pas forgée sans une forte moisson d'investigations et surtout sans une plongée vivante dans une fascinante Italie. Lucien Febvre nous fait revivre celle-ci à son tour, ainsi que le XIX^e siècle de Stendhal et de Delécluze dont nous ne pouvons plus nous passer. Heureux étudiants d'un tel maître dont la voix nous est exactement restituée.

Gérard LECLERC

- (1) Jacqueline de Romilly - « La construction de la vérité chez Thucydide » - Ed. Julliard - Prix franco 96 F.
(2) Lucien Febvre - « Michelet et la Renaissance » - Flammarion - Prix franco 191 F.
(3) Jacques Heers - « Le Moyen-Age, une imposture » - Ed. Perrin - Prix franco 161 F.

Gérard Leclerc.



■ ISLAM ET POLITIQUE - L'Islam est-il soluble dans la modernité ? P.J. Vatikiotis aborde un aspect de la question dans « L'Islam et l'État » en étudiant la nature de l'État dans les pays musulmans et en analysant les thèses des politologues et philosophes locaux. Il conclut à une incompatibilité entre l'Islam et les principes politiques occidentaux.

La religion musulmane est une religion totale (il ne s'agit pas d'une opinion privée), faite d'affrontement (entre musulmans et non musulmans) et dans laquelle la soumission à la *charia* constitue un devoir et un acte de foi. La Nation islamique est une communauté de croyants, l'*umma* (groupe de personnes objet de la révélation divine) et non pas un concept territorial ou ethnique comme chez nous. Le Droit est lié à la morale religieuse et pas à une expérience historique (à l'inverse du droit romain). Le consensus résulte de l'autorité et non du libre consentement (l'autoritarisme est d'ailleurs l'unique expérience politique de ces pays). L'État se révèle finalement un concept religieux, constate P.J. Vatikiotis.

La religion constitue ainsi un facteur déterminant de l'identité politique et la source de l'autorité de l'État. Il en découle un grand nombre de problèmes ou de contradictions. D'abord, les valeurs démocratiques sont vécues comme étrangères et anti-islamiques, le fait colonial n'étant d'ailleurs pas étranger à cette perception. Il n'y a pas de place pour les minorités (les non musulmans doivent vivre sous la *charia*). Il existe une contradiction entre le loyalisme religieux et le loyalisme territorial (l'Arabe musulman est-il plus solidaire du Palestinien chrétien que de l'Indonésien ?). Enfin, les islamistes ne peuvent que s'opposer aux modernistes et aux laïques qui dirigent les États musulmans.

Christian MORY

P.J. Vatikiotis - « L'Islam et l'État » - Ed. Gallimard, Coll. le débat - Prix franco 130 F.

■ BONJOUR, MONSIEUR PERRET ! - Jacques Perret est aujourd'hui un vieux monsieur qui a dépassé les quatre-vingt-dix ans. Si lui-même n'écrit plus, il existe, heureusement, des amis fidèles qui exhumant et publient régulièrement, pour notre bonheur, quelques écrits peu connus. Avec « Comme Baptiste... » il s'agit de huit textes « publicitaires », rédigés pour un laboratoire pharmaceutique et destinés à vanter auprès des médecins les vertus du sédatif qu'il produisait : un petit régal pour tous les amateurs de Perret ! L'éditeur a eu la très heureuse idée de placer, en guise de postface, un portrait de Jacques Perret par Pierre Assouline. Ce très beau texte, paru en 1989 dans *Lire*, méritait en effet d'être repris.

Y.A.

Jacques Perret - « Comme Baptiste ou les tranquillisants à travers les âges » - Ed. Le Dilettante, 88 p. - Prix franco 83 F.
Le même éditeur avait précédemment publié de Jacques Perret « Les collectionneurs » - 62 p. - prix franco 78 F.

Tranche de vie

Le dernier film de Bertrand Tavernier, « L 627 », donne un témoignage réaliste sur la délinquance liée à la drogue. Ses quelques défauts sont mineurs et ne l'empêchent pas d'être un bon film.

L'intérêt du cinéma de Tavernier réside en général dans les sujets qu'il aborde : historique (« Que la fête commence »), social (« Les enfants gâtés ») ou politique (« Le Juge et l'assassin »). Son dernier film, « L 627 » n'échappe pas à cette règle.

Mais, à la différence des précédents qui affichent une bonne conscience de gauche et sont teintés d'une grande naïveté, « L 627 » est très proche de la réalité. Cette fois-ci pas de discours, des faits. Le cinéaste est donc descendu de son petit nuage pour se rendre sur le terrain et porter témoignage de la vie quotidienne des policiers de base.

Ainsi, Bertrand Tavernier et son co-scénariste, lui-même policier, décrivent-ils le décalage entre les discours roboratifs du ministère de l'Intérieur et la réalité des commissariats. Citons en vrac, les conditions de travail déplorables, les locaux repoussoirs, le matériel dépassé - à l'heure où la moindre secrétaire dispose d'un traitement de texte, il est aberrant de voir les policiers recourir au papier carbone -, l'incohérence des directives ministérielles, les lourdeurs administratives... Ils nous montrent également, sans manichéisme, avec beaucoup de retenue, que ces policiers sont des hommes et des femmes comme les autres et qu'ils ont, eux aussi, des problèmes d'ordre familial, sentimental, social, psychologique et des cas de conscience.

Le milieu de la délinquance est également traité avec la même pudeur et la même volonté de coller le plus possible à la réalité. Ainsi, le spectateur découvre-t-il, sans commentaires moralisateurs, des rues de Paris ou des quais de métro entière-

ment investis par les dealers, les squats sordides dans lesquelles s'entassent des familles entières, la misère et la détresse des consommateurs, la vie des indics, et les relations souvent distantes, parfois raisonnées et passionnelles qu'entre-tiennent les flics avec le milieu.

Par la mise en scène et la direction d'acteur, « L 627 » ne se rattache à aucun genre cinématographique connu. On pourrait dire qu'il se situe à mi-chemin entre le néo-réalisme italien et le cinéma de qualité française, tant décrié en son temps et avec raison par les critiques de la *nouvelle vague*, et que Tavernier, dans les années 70, a contribué à ressusciter. La structure narrative, dans la mesure où il n'y a pas un début un développement et une fin mais où le spectateur prend l'histoire en cours, contribue également à l'originalité du film et renforce l'effet de réel.

« L 627 » n'est toutefois pas exempt de reproches. On passera rapidement sur le titre tellement abstrait qu'il va l'encontre de l'effet recherché par ailleurs. En revanche, on déplorera davantage l'affligeante médiocrité de certains dialogues, parfois trop emphatiques ou inutiles. Enfin, on regrettera que le personnage principal en rajoute parfois un peu dans le registre de la sainteté ou du vengeur masqué et que celui de la prostituée séropositive, figure fréquente chez Tavernier, soit ici peu crédible.

Malgré tout, « L 627 » demeure un bon film. Dans quelques années on pourra s'y référer avec intérêt pour avoir une idée de ce qu'était le travail des policiers au début des années 90 et, à travers lui, avoir un reflet de nos préoccupations.

Nicolas PALUMBO

Autriche

Au travers d'un récit à la fois tragique et plein de sérénité, Zita d'Autriche nous donne matière à réflexion sur l'histoire de l'Europe de ce XX^e siècle et sur son avenir.

Intitulé à tort *Mémoires*, l'ouvrage est en fait le résultat d'une série d'entretiens accordés à l'historien Erich Zeigl par la défunte impératrice d'Autriche. Au travers des vicissitudes d'une destinée d'exception, Zita nous livre un vibrant plaidoyer pour un empire disparu, ainsi qu'un hommage à l'homme remarquable que fut son mari, l'empereur Charles. Evoquant les diverses étapes de sa vie (guerre de 14-18, révolution et exil, tentatives de restauration, mort de l'empereur, montée du nazisme, disparition et résurrection de l'Autriche), l'impératrice nous amène à nous interroger sur l'état actuel du « vieux continent ». Actrice d'un temps où l'Europe était gouvernée par la famille des empereurs, des rois et des princes, tous plus ou moins cousins et se connaissant très bien (on est surpris de voir l'étendue de ces liens et leur enracinement), la dernière souveraine d'Autriche semble vouloir nous rappeler qu'après l'Europe des monarchies, après celle - désastreuse - des nationalismes les plus fous, il est grand temps de penser à l'Europe que nous voulons.

Soucieuse d'apporter un témoignage qu'elle juge utile, Zita n'a de cesse de nous rappeler ce que fut l'empire austro-hongrois et ce qu'il aurait pu devenir si on avait laissé le temps à son mari de mener à bien ses projets : une multitude de petites nations vivant en harmonie sous l'égide d'un empereur...

Marc DESAUBLIAUX

Zita de Habsbourg - « Mémoires d'un empire disparu » - Critérion, 1991 - Prix franco 170 F.

Nos amis de toujours savent combien les problèmes financiers sont un souci constant pour ceux qui ont la charge de gérer notre mouvement. Mais nous avons parfois scrupule à tendre la main : nous l'avons fait si souvent depuis vingt ans qu'il nous paraît toujours indélicat de recommencer ! Et pourtant cela nous est indispensable, notre budget ne peut s'équilibrer que grâce à l'aide financière de tous ceux qui veulent voir l'idée royaliste progresser. Nos remerciements vont en premier lieu à ceux (liste ci-dessous) qui spontanément nous ont envoyé leur contribution. Mais aujourd'hui, c'est à tous les autres que nous nous adressons, en leur demandant d'être particulièrement généreux : la vie de la N.A.R. en dépend.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Mme Auboyneau : 350 F - Jacques Beaume : 330 F - Pierre Beauvais : 30 F - Sylvain Bianchi : 100 F - Robert Chateigner : 30 F - Philippe Clavel : 180 F - Jean Claude Dumont : 15 F - Jean Ebstein Langevin : 75 F - François Gerlotto : 300 F - Carlos Grezes : 50 F - Alain Jouffroy : 50 F - V. de L. : 200 F - Bernard Lanza : 15 F - France Lasnier : 65 F - Olivier Le Moigne : 50 F - Anonyme Orléans : 30 F - Alain Mercier : 590 F - Christian Mory : 195 F - Monique Noulez Baugé : 100 F - Xavier Perrodeau : 500 F - Marcel Phellippon : 100 F - Yolande de Prunel : 555 F - Jean Pierre Richez : 30 F - Daniel Rietsch : 50 F - Alain Saint Paul : 230 F - Joel Jim Sevellec : 105 F - Jean Soumagne : 130 F - Luc Tapin : 30 F - Mme Suzanne Tenot-Baudry : 100 F - Robert Terrier : 30 F - Laurent Veyrenc : 30 F.

Total de cette liste : 4645 F

Conférence de la Comtesse de Paris

L'Association des Amis de la Maison de France organise le samedi 7 novembre à 15 h une conférence de la Comtesse de Paris où elle présentera son livre « Blanche de Castille ».

Cette manifestation au profit de l'aide humanitaire à la Yougoslavie se déroulera à l'Institut du Monde Arabe, 1, rue des Fossés Saint-Bernard, 75005 Paris.

Il est nécessaire de s'inscrire, à l'avance et avant le 25 octobre (joindre la participation aux frais de 60 F), auprès de l'A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 21 octobre - Le nom de notre invité n'est pas encore connu.

● Mercredi 28 octobre - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● Mercredi 4 novembre - Faut-il brûler GABRIEL MATZNEFF ? Abandonnant pour une fois la publication de ses fameux carnets inti-

mes, Gabriel Matzneff renoue avec le roman et vient de faire paraître « Les lèvres menteuses ». Ce roman d'amour à la trame policière explore avec une acuité qui fascine la psychologie d'une menteuse et d'un jaloux. Quand le mensonge et la jalousie possèdent deux amants, l'enfer ouvre ses portes.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « Royaliste », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.



L'association des Amis de la Maison de France s'adresse à tous ceux qui sont désireux de manifester leur attachement au comte de Paris, de faire connaître sa pensée et de promouvoir l'idée royale en France. L'association publie un journal « Alliance royale ».

Le n° 31 qui vient de paraître est un numéro spécial de 20 pages avec couverture en couleur consacré en grande partie à la célébration des noces de diamant du comte et de la comtesse de Paris. (Ce numéro exceptionnel est vendu 25 F)

L'adhésion à l'association est matérialisée par la signature d'un bulletin et le versement d'une cotisation annuelle (150 F), cette adhésion comprend l'abonnement à « Alliance royale ».

Pour recevoir bulletin d'adhésion et spécimen du journal il suffit d'écrire à l'association des

Amis de la
Maison de France
B.P. 314
75365 Paris cedex 08

OFFRE SPÉCIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 100 F seulement (au lieu de 254 F) vous pouvez recevoir : un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, un livre de B. Renouvin présentant les idées de la N.A.R., une brochure « Connaissiez-vous les royalistes aujourd'hui ? » et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom/Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela la somme de 100 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La nouvelle donne politique

Le choix de ce titre, je crois l'avoir fait il y a quelques années, peu avant ou juste après l'élection présidentielle. Il exprimait à l'époque un souhait, un espoir. Aujourd'hui ce n'est plus qu'une marque ironique puisque, dit-on, la colère est mauvaise conseillère.

Nouvelle donne au Sénat. Cette Assemblée si éloignée de ce qu'elle est censée représenter - les collectivités territoriales de la France d'aujourd'hui, non les communes rurales de la 3^e République - aurait pu, au moins, se donner comme président un homme digne d'être le deuxième personnage de l'État. Il y a au Palais du Luxembourg des hommes tout à fait capables de remplir cette fonction, et d'assumer le cas échéant la lourde responsabilité d'une présidence par intérim. Je pense très précisément à Jean-François Poncet, qui fut ministre des Affaires étrangères, et à Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre des Finances...

MÉDIOCRES

Eh bien non ! Les Sénateurs de l'UDF et du RPR se sont mis d'accord sur la personne de René Monory. Peu importe que les jugements sur le personnage politique soient, comme on dit pudiquement, nuancés. Ce qui est grave, c'est que M. Monory se soit déshonoré en 1986 lorsque, ministre de l'Éducation nationale, il n'a pas démissionné après la mort de Malik Ousseine. Pourquoi avoir choisi un homme de droite déshonoré, plutôt qu'un homme de droite respectable ? Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est que le président du Sénat souhaité par l'Élysée n'était autre que M. Monory. Les calculs qui ont abouti à ce choix sont à l'image du personnage choisi. Médiocres.

Nouvelle donne au gouvernement. Avec, notamment, le retour de M. Soisson. Nous avons connu ce personnage. Trop de mensonges, de petites

lâchetés et de trahisons minables nous ont conduit à prendre congé. Avec raison puisque M. Soisson dut quitter le gouvernement pour s'être fait élire à la présidence du Conseil régional de Bourgogne grâce aux voix du Front national. La gauche avait été cohérente en exigeant qu'il soit chassé. Elle ne l'est plus en acceptant qu'il revienne. Elle sera une nouvelle fois trahie, et le président de la République avec elle.



Après Tapie, Soisson. Curieuse tout de même, cette préférence pour les personnages douteux et les franchises crapules. Je parle bien sûr du choix présidentiel car on ne nous fera pas croire que les décisions en la matière sont prises par Pierre Bérégovoy. Essayons de comprendre. Préférer pour la présidence du Sénat un homme médiocre et déshonoré à tel autre intègre et capable offre un avantage tactique sur l'adversaire. Mais l'image de la France en sera trop affectée pour que le calcul soit acceptable. Quant au rappel de M. Soisson, il s'explique sans doute par l'affection que le chef de l'État porte à la France des notables, au terroir à la mode républicaine (la vraie, la Troisième !), aux élus du seigle et de la châtaigne. Chacun ses goûts, et ses nostalgies. Mais lorsqu'ils déterminent des choix politiques, ils induisent toujours en erreur.

En l'occurrence l'erreur est double et

conduit à la faute.

Erreur tactique : le rappel d'un notable bourguignon et d'un autre du Gard (M. Baومت) ne donnera pas le moindre avantage à la majorité présidentielle, ou à ce qu'il en reste. Pourquoi ? Parce que les plus populaires des ministres (Brice Lalonde hier, Bernard Kouchner...) ne sortent ni du terreau provincial, ni des sections socialistes, ni des comités radicaux : ils sont appréciés parce qu'ils ont des convictions et parce qu'ils les vivent.

Erreur de fond : nous ne sommes plus en 1880. Le radicalisme agonise, et le « pays réel », même repeint aux couleurs de la « société civile », n'est qu'un mythe pernicieux - une manière insidieuse de dénigrer le politique en tant que tel et les serviteurs de l'État. Il n'y a pas plus de moralité politique à Auxerre qu'à Paris, et l'on commence à se demander si certains élus locaux ne sont pas plus irresponsables (quant à l'usage des deniers publics) et corrompus que les députés et les ministres rituellement accusés de tous les péchés. Il faut en prendre son parti : le salut ne viendra pas de la province mauricienne.

COLERES

Quant à la faute, elle consiste à désigner comme ministre un combinard auxerrois. Ce n'est pas nous qui sommes insultés (après tout qu'importe...) mais toute une génération qui a soutenu François Mitterrand par rejet d'une certaine politacillerie.

Mais l'amertume ou la colère ne doivent pas atténuer la lucidité. Il y a chez le président de la République cet attachement à la vieille France des notables, mais aussi une volonté constante de faire accéder une nouvelle génération (Élisabeth Guigou, Martine Aubry, Jean-Louis Bianco etc.) aux responsabilités politiques. Dans une période de mutation, cette oscillation entre l'ancien et le nouveau n'est pas surprenante. Mais il est urgent de trancher, à l'Élysée, au gouvernement et dans chaque parti si l'on veut éviter que la lassitude des uns et le dégoût des autres ne conduisent, à droite comme à gauche, au triomphe des médiocres. C'est la France tout entière qui en paierait le prix.

Bertrand RENOUVIN